



Exercice 2023/2024

Comptes semestriels consolidés

Comptes semestriels consolidés résumés en normes IFRS

I - Bilan consolidé

Actif (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2024	30/09/2023
Actifs non courants			
Goodwills	6	3 257	3 257
Immobilisations incorporelles	6	6 007	5 710
Immobilisations corporelles	7	18 935	19 597
Droits d'utilisation	8	6 699	6 034
Autres actifs financiers		535	715
Participations dans les entreprises associées		144	114
Impôts différés - actif		52	51
Autres actifs non courants		263	275
Total actifs non courants		35 892	35 753
Actifs courants			
Stocks		16 421	17 424
Clients et autres débiteurs	9	18 833	22 020
Actifs d'impôts exigibles	10	226	165
Autres actifs courants	10	4 220	4 183
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	19 680	16 728
Total actifs courants avant actifs détenus en vue de la vente		59 380	60 520
Actifs destinés à être cédés		-	-
Total actifs courants		59 380	60 520
Total actifs		95 272	96 273

Capitaux propres et passifs (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2024	30/09/2023
Capitaux propres			
Capital émis		13 423	13 423
Primes d'émission		37	37
Résultats accumulés non distribués et autres éléments du résultat global		40 585	38 683
Résultat net (Part du groupe)		654	2 976
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		54 699	55 119
Intérêts ne donnant pas le contrôle		2	2
Total capitaux propres		54 701	55 121
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	13	12 885	13 132
Dettes de location	14	2 868	2 648
Provisions		137	332
Passifs liés aux avantages au personnel	15	1 470	1 498
Passifs d'impôts différés		142	316
Autres passifs non courants		60	12
Total passifs non courants		17 562	17 938
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	13	2 860	3 020
Dettes de location	14	2 339	2 125
Provisions		518	821
Fournisseurs		7 866	8 474
Passifs d'impôts exigibles		85	155
Autres passifs courants	16	9 341	8 619
Total passifs courants avant passifs liés aux activités destinées à être cédées		23 009	23 214
Passifs destinés à être cédés		-	-
Total passifs courants		23 009	23 214
Total passifs		40 571	41 152
Total capitaux propres et passifs		95 272	96 273

Compte de résultat en normes IFRS

Compte de résultat (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2024	31/03/2023
Ventes de biens et services	5	49 938	52 136
Produits des activités ordinaires		49 938	52 136
Achats consommés		(16 209)	(17 861)
Charges de personnel		(17 213)	(16 836)
Charges externes		(12 441)	(13 383)
Impôts et taxes		(918)	(873)
Amortissements, provisions et pertes de valeur		(2 726)	(2 846)
Variations des stocks de produits en cours et finis		(182)	(37)
Autres produits et charges d'exploitations		(88)	300
Résultat opérationnel courant		161	600
Perte de valeurs		-	-
Autres produits et charges opérationnels	17	648	489
Résultat opérationnel		809	1 089
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		216	-
Coût de l'endettement financier brut		(354)	(223)
Coût de l'endettement financier net		(138)	(223)
Autres charges financières et produits financiers		38	(20)
Résultat financier		(100)	(243)
Impôt sur le résultat	18	(85)	(82)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	19	30	21
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		654	785
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net consolidé		654	785
Intérêts ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat net (Part du groupe)		654	785
Résultat par action en (euros)		0.65	0.77
Résultat dilué par action (en euros)		0.63	0.76
Nombres d'actions		1 013 219	1 018 081
Nombres d'actions diluées*		1 032 500	1 032 500

* Nombre d'actions prenant en compte les actions auto-détenues

Etat du résultat global (exprimés en milliers d'euros)	31/03/2024	31/03/2023
Résultat net consolidé	654	785
Eléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat		
Ecarts actuariels	85	90
Impôts différés relatifs aux éléments de résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(21)	(23)
Eléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat		
Ecarts de conversion	(85)	177
Retraitement swap de fixation de taux d'intérêt		
Impôts différés relatifs aux éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		
Total des autres éléments du résultat global	(21)	244
Résultat global de la période	633	1 029
Dont part du groupe	633	1 029
Dont part ne donnant pas le contrôle	-	-

II - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS

Tableau des Flux de Trésorerie (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2024 (6 mois)	31/03/2023 (6 mois)
Résultat avant impôt		740	868
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		(29)	(21)
Dotations aux amortissements et provisions		3 044	3 207
Reprises amortissements et provisions		(887)	(668)
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés		(350)	(217)
Coût de l'endettement financier net		138	278
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(27)	5
Impôt sur les résultats payé		(412)	(960)
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité		3 047	6 113
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		5 264	8 605
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels		(1 659)	(2 973)
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels		1 256	401
Acquisitions d'actifs financiers		(23)	(288)
Dette sur acquisition d'immobilisation		82	(11)
Réductions d'actifs financiers		183	101
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée		-	(76)
Flux de trésorerie en provenance des activités d'investissement		(161)	(2 846)
Emissions d'emprunts		80	9 040
Remboursements d'emprunts		(1 101)	(4 683)
Remboursements des dettes de location		(1 193)	(1 167)
Coût de l'endettement financier net		(138)	(278)
Flux de trésorerie en provenance des activités de financement		(2 352)	2 912
Ecarts et variations de conversion		(15)	27
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie		2 736	8 697
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	11	16 460	4 902
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	11	19 196	13 599
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie		2 736	8 697

Variation du Besoin en Fonds de Roulement (exprimés en milliers d'euros)	31/03/2024 (6 mois)	31/03/2023 (6 mois)
Variation des stocks	983	757
Variation des créances	3 084	3 771
Variation des dettes	(1 020)	1 585
Variation de Besoin en Fonds de Roulement	3 047	6 113

III - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS

(Exprimés en milliers d'euros)

Variation	Capital	Résultat du groupe	Réserves non distribuées	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la mère	Intérêt ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Situation nette au 01/10/2022	13 423	(3 651)	41 894	51 666	2	51 668
Affectation du résultat	-	3 651	(3 651)	-	-	-
Dividendes versés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Résultat de la période du 01/10/2022 au 31/03/2023	-	785	-	785	-	785
Variation des actions propres	-	-	(35)	(35)	-	(35)
Diminution de capital	-	-	-	-	-	-
Ecart actuariel	-	-	67	67	-	67
Variation écart de conversion et autres	-	-	177	177	-	177
Situation nette au 31/03/2023	13 423	785	38 452	52 660	2	52 662
Au 1er octobre 2023	13 423	2 976	38 720	55 120	2	55 121
Affectation du résultat	-	(2 976)	2 976	-	-	-
Dividendes versés au titre de l'exercice	-	-	(1 033)	(1 033)	-	(1 033)
Résultat de la période du 01/10/2023 au 31/03/2024	-	654	-	654	-	654
Variation des actions propres	-	-	(21)	(21)	-	(21)
Diminution de capital	-	-	-	-	-	-
Ecart actuariel	-	-	64	64	-	64
Variation écart de conversion et autres	-	-	(85)	(85)	-	(85)
Situation nette au 31/03/2024	13 423	654	40 622	54 699	2	54 701

IV - Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS

Note 1. - Généralités

En date du 26 juin 2024, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Signaux Girod SA pour le semestre se terminant le 31 mars 2024.

Signaux Girod SA est une société anonyme immatriculée en France cotée sur Euronext Growth Paris, sous le code ISIN FR0000060790 et le code mnémotique ALGIR.

La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le groupe » ou « le groupe Signaux Girod ».

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 31 mars 2024 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du groupe dans les entreprises associées.

Note 2. - Base de préparation des états financiers

IV-1 - Base de préparation

Conformément au règlement européen CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les états financiers consolidés du groupe Signaux Girod sont établis selon les principes définis par l'IASB (International Accounting Standards Board), tel qu'adoptés par l'Union Européenne. Les textes de ce référentiel normatif sont disponibles sur le portail Internet EUR-Lex de l'Union Européenne à l'adresse suivante :

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A02008R1126-20160101>

Le référentiel international comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés semestriels du groupe Signaux Girod condensés au 31 mars 2024 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique sauf exception explicite. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Le jeu des arrondis peut dans certains cas, conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

Les états financiers consolidés semestriels résumés ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du groupe au 30 septembre 2023.

Les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2023 sont disponibles sur demande au siège de la société, 881 Route des Fontaines, 39401 BELLEFONTAINE, ou sur le site internet www.girod-group.com.

IV-2 - Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 30 septembre 2023 à l'exception des normes, modifications et interprétations adoptées par l'Union Européenne, applicables à compter du 1^{er} octobre 2023 et mentionnées ci-après :

- Modifications d'IAS 8 : « Définition des estimations comptables »
- Modifications d'IAS 1 et de l'IFRS Practice Statement 2 : « Informations à fournir sur les méthodes comptables »
- Modifications d'IAS 12 : « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction »
- Modifications d'IAS 12 « Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 ».

Ces textes n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés semestriels clos au 31 mars 2024.

Pour l'exercice 2023-2024, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune autre norme, interprétation ou amendement

Les nouvelles normes, modifications et interprétations publiées d'application obligatoire au Groupe pour les exercices ouverts après le 1er octobre 2023 et pouvant avoir un impact sur les états financiers du Groupe sont les suivants :

- Norme IFRS 18 : « Présentation des états financiers et informations à fournir »
- Norme IFRS 19 : « Filiales sans responsabilité publique : Informations à fournir »
- Modifications d'IFRS 16 : « Obligation locative découlant d'une cession-bail »
- Modifications d'IAS 1 :
 - « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants »
 - « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – Report de la date d'entrée en vigueur »
 - « Passifs non courants assortis de clauses restrictives »
- Modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7 : « Accords de financement de fournisseurs »
- Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 : « Classement évaluation des instruments financiers »
- Modifications d'IAS 21 « Absence de convertibilité ».

La décision IFRIC IC 21 du 24 mai 2021 relative à la répartition des droits à prestations dans le cadre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi a été appliquée au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

IV-3 - Recours à des jugements et des estimations

Pour établir ses comptes, le groupe Signaux Girod procède à des jugements et des estimations et fait des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Signaux Girod revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. Les règles en matière d'estimations et de jugements n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 30 septembre 2023. Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 mars 2024 sont les suivants :

- la dépréciation des stocks et des créances douteuses ;
- les provisions ;
- les dépréciations des immobilisations incorporelles, corporelles et des Goodwills ;
- les impôts différés ;
- les actifs et passifs financiers ;
- les passifs liés aux avantages au personnel.

Note 3. - Evènements de la période

Signaux Girod SA a cédé le bâtiment de SAINT PAUL LES DAX (40) en date du 27 octobre 2023 au prix de 590 K€. La plus-value constatée est de 362 K€.

Dans le cadre de sa transition énergétique, la société Signaux Girod SA a débuté en octobre 2023 un projet d'installation d'ombrières photovoltaïques abritant partiellement le parking de son site de production de Bellefontaine (39). Cet investissement permettra à l'usine d'autoconsommer selon ses besoins et de revendre le surplus au réseau. La mise en service devrait intervenir lors du second semestre de cet exercice.

Cette opération a été conclue par le biais d'un contrat de location assorti d'une promesse de bail pour sécuriser le foncier nécessaire à l'édification de la centrale. Le bailleur a donc pris en charge la construction de la centrale et la location prendra effet lors de la mise en service pour une durée de 20 ans. La redevance annuelle est fixée à 40 K€.

Au 31 mars 2024, cette opération a été considérée comme un achat en substance inscrit à l'actif en contrepartie d'une dette financière. Les travaux étant majoritairement terminés, l'installation est enregistrée en immobilisation en cours, en attente de sa mise en service (cf Note 7). Son coût a été estimé à partir des sorties de trésorerie impactées du coût du financement.

Autres événements majeurs :

Signaux Girod SA avait fait l'objet en juin 2021 d'une mesure de saisie administrative à tiers détenteur par le conseil départemental de Savoie pour un montant de 1.2 M€. Suite à un arrêt rendu par la Cour d'appel du 13 juillet 2023 réduisant le montant de la condamnation solidaire fixé en première instance, la somme de 489 K€ a été restituée à la société Signaux Girod SA en septembre 2023. Un protocole d'accord transactionnel a été signé. Celui-ci prévoit le remboursement à Signaux Girod SA du solde des sommes saisies au titre de la condamnation solidaire. Par conséquent, la provision constatée initialement de 300 K€ a été reprise à hauteur de 200 K€, le solde de 100 K€ étant destiné à couvrir les frais juridiques.

Au cours de l'exercice précédent, Signaux Girod SA a souscrit quatre prêts participatifs « Relance » pour un montant global de 8 M€, destinés à financer des projets de développements et d'investissements. Les remboursements sont prévus à compter de 2027.

Au 31 mars 2024, la société M-2 implantée en Lettonie est en cours de liquidation suite à la décision de dissolution anticipée prise en janvier 2023. L'ensemble des actifs de l'entité avait fait l'objet de dépréciations au 30 septembre 2022 et ajustées au 30 septembre 2023. Son bâtiment a été sorti au cours de cette période. La moins-value constatée est de 34 K€.

Note 4. - Saisonnalité de l'activité

L'activité du groupe est saisonnière.

La signalisation verticale connaît, pour l'ensemble des sociétés du groupe, une baisse d'activité importante sur le début de l'année civile compte tenu du cycle budgétaire des collectivités. L'activité retrouve normalement son plein régime à partir de mai et juin.

La signalisation horizontale est soumise au même cycle que la signalisation verticale avec une contrainte supplémentaire de conditions climatiques satisfaisantes pour l'application des produits sur la chaussée (humidité, température).

L'activité de mobiliers de fleurissement, quant à elle, réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires sur la période « printemps-été ».

Note 5. - Informations sectorielles

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le groupe (établis selon le référentiel IFRS).

Les secteurs opérationnels du groupe sont :

- Signalisation France
- Sociétés spécialisées
- Activités internationales

La signalisation France regroupe les activités suivantes :

- Signalisation verticale, fourniture, pose et maintenance ;
- Signalisation horizontale et aménagement de chaussées, fourniture et application ;
- Prestation de services en signalisation de chantier.

L'activité de fourniture est globalement réalisée par Signaux Girod SA grâce à son usine de production de Bellefontaine, et les prestations sont effectuées par les filiales et leurs implantations sur tout le territoire national.

Les sociétés spécialisées regroupent notamment :

- Mobilier urbain végétalisé, fabrication et vente – Activité de la société ATECH ;
- Mobilier urbain non publicitaire, fabrication et vente – Activité de la société Concept Urbain ;

Les activités internationales regroupent les activités exercées par les filiales internationales du groupe :

- Signalisation verticale, fourniture et pose ;
- Signalisation horizontale, application ;
- Mobilier urbain non publicitaire, vente, installation et maintenance ;
- Panneaux anti-bruit ;
- Bornes rétractables.

La direction évalue la performance des secteurs sur la base du résultat opérationnel courant.

31/03/2024	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	32 153	4 143	13 642		49 938
Inter secteurs	298	623	-	(921)	-
Chiffre d'affaires total	32 451	4 766	13 642	(921)	49 938
Résultat opérationnel courant	(1 164)	(87)	1 412		161

31/03/2023	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	34 686	4 686	12 764		52 136
Inter secteurs	262	590	10	(862)	-
Chiffre d'affaires total	34 948	5 276	12 774	(862)	52 136
Résultat opérationnel courant	204	(7)	403		600

Note 6. - Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles et goodwill s'analysent comme suit :

a) Variation des goodwill du 30 septembre 2023 au 31 mars 2024

	30/09/2023	Acquisition Perte de valeur	Cession	31/03/2024
Signalisation France	397			397
Sociétés spécialisées	6 701			6 701
Activités internationales	2 816			2 816
Valeur brute	9 914	-	-	9 914
Signalisation France	397			397
Sociétés spécialisées	4 492			4 492
Activités internationales	1 768			1 768
Perte de valeur	6 657	-	-	6 657
Signalisation France	-			-
Sociétés spécialisées*	2 209			2 209
Activités internationales**	1 048			1 048
Valeur nette	3 257	-	-	3 257

* Atech : 1 793, Concept : 416

** Belgique : 890, Roumanie : 158

b) Tests de perte de valeur

Les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'Unité Génératrice de Trésorerie pour le secteur « Signalisation France », et par entité pour les secteurs « Sociétés spécialisées » (Concept Urbain et Atech) et « Activités internationales » (ACE).

Signalisation France

Pour rappel, le test de dépréciation réalisé au 30 septembre 2018 avait amené à constater une perte de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles rattachés à cette Unité Génératrice de Trésorerie d'un montant total de 2 873 K€ (293 K€ sur le goodwill, et 2 580 K€ sur le poste installations et outillages) qui s'ajoute à une dépréciation de 647 K€ du parc immobilier. Cette perte de valeur a été reprise en partie depuis à hauteur des amortissements pratiqués.

A fin septembre 2021, les calculs pratiqués ont amené à constater une perte de valeur des immobilisations corporelles de l'UGT « Signalisation France » à hauteur de 2 600 K€.

Au 30 septembre 2023, la valeur recouvrable des actifs a été déterminée en fonction de la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

Les justes valeurs ont été déterminées pour les actifs immobiliers (immeubles uniquement) à partir d'une évaluation de la valeur de marché des biens. Ces évaluations ont été réalisées par un expert immobilier indépendant possédant les qualifications appropriées et reconnues par la profession. Chaque actif immobilier a été évalué séparément par l'expert.

Il ressort de ces évaluations d'immeubles une juste valeur de l'ordre de 11 270 K€. Celle-ci a été intégrée dans la base à tester des actifs rattachés à cette Unité Génératrice de Trésorerie afin d'obtenir la valeur recouvrable et n'a pas fait ressortir d'indice de perte de valeur.

La juste valeur des immeubles restant supérieure à leur valeur d'utilité, il n'a été procédé à aucun nouveau test de perte de valeur sur cette activité. Par conséquent, les éléments utilisés dans le cadre du test de perte de valeur au 30 septembre 2023 restent applicables au 31 mars 2024.

Sociétés spécialisées

Pour rappel, à fin septembre 2023, les calculs pratiqués ont conduit à constater une dépréciation du goodwill de la société Concept Urbain de 470 K€, portant ainsi la valeur nette à 416 K€.

Malgré un retard d'activité, le résultat devrait se rapprocher des chiffres prévisionnels. Par conséquent, les éléments utilisés dans le cadre du test de perte de valeur au 30/09/2023 (budget et hypothèses sous-jacentes) restent applicables au 31/03/2024. Il n'a donc été procédé à aucun nouveau test de perte de valeur sur cette activité.

Activités internationales

Aucun autre indicateur de perte de valeur n'a été identifié au 31 mars 2024 sur cette UGT : la saisonnalité de l'activité ne permet pas d'identifier d'indice de perte de valeur au 31 mars 2024, l'essentiel de celle-ci étant réalisé sur le second semestre (voir ci-devant la note dédiée à la saisonnalité de l'activité du Groupe).

c) Variation des immobilisations incorporelles

	30/09/2023	Acquisition Perte de valeur	Diminution	Variations de changes et autres	31/03/2024
Concessions, brevets, licences	1 660	9	-	-	1 669
Autres immobilisations incorporelles	7 223	352	(1)	9	7 583
Valeur brute	8 883	361	(1)	9	9 252
Concessions, brevets, licences	1 471	13	-	(2)	1 482
Autres immobilisations incorporelles	1 702	73	(13)	1	1 763
Perte de valeur	3 173	86	(13)	(1)	3 245
Concessions, brevets, licences	189	(4)	-	2	187
Autres immobilisations incorporelles	5 521	279	12	8	5 820
Valeur nette	5 710	275	12	10	6 007

Note 7. - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

	30/09/2023	Acquisition Amortissements Dépréciations	Cession	Variations de changes et autres	31/03/2024
Terrains et constructions	29 261	109	(1 176)	(60)	28 134
Installations matériels et outillages	26 931	528	(340)	166	27 285
Autres immobilisations corporelles	11 232	1 206	(594)	(1 269)	10 575
Valeur brute	67 424	1 843	(2 110)	(1 163)	65 994
Terrains et constructions	18 142	411	(439)	(20)	18 094
Installations matériels et outillages	22 283	858	(416)	(906)	21 819
Autres immobilisations corporelles	7 402	432	(509)	(179)	7 146
Amortissements et dépréciations	47 827	1 701	(1 364)	(1 105)	47 059
Terrains et constructions	11 119	(302)	(737)	(40)	10 040
Installations matériels et outillages	4 648	(330)	76	1 072	5 466
Autres immobilisations corporelles	3 830	774	(85)	(1 090)	3 429
Valeur nette	19 597	142	(746)	(58)	18 935

Les autres immobilisations corporelles intègrent dans le flux d'augmentation un montant de 546 K€ lié à l'installation d'ombrières photovoltaïques. Cette opération a été traitée en tant qu'acquisition en substance par le groupe.

Au cours du semestre, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 1 297 K€ contre 2 366 K€ au 31 mars 2023.

Les dotations aux amortissements de la période se chiffrent à 1 701 K€ contre 1 717 K€ au 31 mars 2023. Aucune circonstance particulière n'a donné lieu à d'autres dépréciations.

Note 8. - Droits d'utilisation

	30/09/2023	Augmentation	Diminution	Variations de changes et autres	31/03/2024
Biens immobiliers	6 654	843	(226)	8	7 279
Véhicules de tourisme	1 903	844	(523)	(69)	2 155
Matériels de transport	42	15	-	-	57
Matériels informatiques	3	24	-	(3)	24
Autres actifs incorporels	3 251	-	-	-	3 251
Valeurs brutes	11 853	1 726	(749)	(64)	12 766
Biens immobiliers	(3 797)	(564)	187	(8)	(4 182)
Véhicules de tourisme	(1 290)	(308)	489	69	(1 040)
Matériels de transport	(11)	(8)	-	-	(19)
Matériels informatiques	(2)	-	-	3	1
Autres actifs incorporels	(719)	(108)	-	-	(827)
Amortissements/Dépréciations	(5 819)	(988)	676	64	(6 067)
Valeurs nettes	6 034	738	(73)	-	6 699

Note 9. - Créances clients

Les créances clients et comptes rattachés nettes s'analysent comme suit :

	31/03/2024	30/09/2023
Créances clients et comptes rattachés	19 704	22 891
Dépréciation	(871)	(871)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	18 833	22 020

La baisse des créances clients sur le semestre est en lien principalement avec la saisonnalité de l'activité au cours de la période.

Note 10. - Actifs d'impôts exigibles et autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

	31/03/2024	30/09/2023
Créances fiscales d'impôts sur les bénéficiés	226	165
Total actifs d'impôts exigibles	226	165
Avances, et acomptes sur commandes en cours	432	500
Créances sociales	344	118
Créances fiscales	878	956
Créances sur cession d'actif	-	-
Débiteurs divers*	1 179	1 507
Charges constatées d'avance	1 387	1 102
Total des autres actifs courants	4 220	4 183

* Le poste débiteurs divers comptabilise la somme de 686 K€ correspondant à 1.2 M€ versée en juin 2021 suite à la mesure de saisie administrative à tiers détenteur par le conseil départemental de Savoie déduction faite du remboursement de 489 K€ reçu au cours de l'exercice précédent suite à une décision de la cour d'appel réduisant le montant de la condamnation solidaire fixée en première instance. Ce poste tient compte aussi pour 180 K€ d'une créance détenue sur notre ancienne filiale, devenue Cinnia Tech S.L.

Le groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres actifs courants correspond à une appréciation raisonnable de leur juste valeur.

Note 11. - Trésorerie, équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du groupe comprennent :

	31/03/2024	30/09/2023
Comptes bancaires et caisses	19 680	16 728
Autres valeurs mobilières de placements	-	-
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	19 680	16 728
Concours bancaires courants	(484)	(268)
Solde de la trésorerie nette	19 196	16 460
Comptes bancaires et caisses reclassés en actifs destinés à être cédés	-	-
Concours bancaires courants reclassés en passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	-	-
Solde trésorerie repris pour le calcul des flux de trésorerie	19 196	16 460

L'amélioration du BFR contribue à l'amélioration de la trésorerie.

Note 12. - Distribution de dividendes

L'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2024 a décidé la distribution d'un dividende de 1.00 € par action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2023. Le paiement est intervenu le 31 mai 2024.

Note 13. - Emprunts portant intérêts

Détail des emprunts :

Emprunts et dettes financières courants	31/03/2024	30/09/2023
Part des emprunts à moins d'un an	2 193	2 531
Dettes financières diverses à moins d'un an	183	221
Concours bancaires courants	484	268
Total	2 860	3 020

Emprunts et dettes financières non courants	31/03/2024	30/09/2023
Part des emprunts à plus d'un an	12 011	12 701
Dettes financières diverses à plus d'un an	874	431
Total	12 885	13 132

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants :

	31/03/2024 De 1 à 5 ans	31/03/2024 A plus de 5 ans	31/03/2024 Total	30/09/2023
Part des emprunts à plus d'un an	7 552	4 458	12 011	12 701
Dettes financières diverses à plus d'un an	736	138	874	431
Total	8 288	4 596	12 885	13 132

Le groupe estime que la valeur inscrite au bilan des emprunts portant intérêt correspond à une appréciation raisonnable de leur juste valeur.

L'endettement à long et moyen terme auprès d'établissements de crédit et emprunts classiques, est majoritairement souscrit à taux fixe.

Certains emprunts à long et moyen termes ont été contractés par des filiales étrangères du groupe dans leur devise locale.

La répartition des emprunts (convertis en K€) en fonction des devises est la suivante :

Emprunts et dettes financières non courants et courants	31/03/2024	30/09/2023
Emprunt en Forint Hongrois - HUF	3	-
Emprunt en Couronne Tchèque - CZK	632	695
Emprunt en Lev Bulgare - BGN	5	-
Emprunt en Sol Péruvien - PEN	157	187
Emprunt en Devise Marocaine - MAD	-	13
Emprunt en Peso Colombien – COP	5	109

D'une manière générale, certains emprunts souscrits par le groupe sont soumis à des « covenants », susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non-respect. La dette financière concernée s'élève à 344 K€ à fin mars 2024 (contre 469 K€ au 30 septembre 2023).

Les calculs de ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 30 septembre.

Au 30 septembre 2023, le groupe respectait ces ratios financiers.

Au cours du semestre, le groupe a contracté de nouveaux emprunts (hors crédit-bail et contrats de location) pour un montant de 80 K€, reçu au 31 mars 2024.

Note 14. – Dettes de location

Dettes de location - courantes	31/03/2024	30/09/2023
Solde à l'ouverture	2 125	2 079
Augmentation	(1)	(37)
Diminution	(1 192)	(2 382)
Ecart de conversion	1	2
Reclassement	1 406	2 450
Sortie de périmètre	-	13
Solde à la clôture	2 339	2 125

Dettes de location - non courantes	31/03/2024	30/09/2023
Solde à l'ouverture	2 648	4 066
Augmentation	1 726	1 662
Diminution	(100)	(633)
Reclassement	(1 406)	(2 450)
Ecart de conversion	-	(3)
Sortie de périmètre	-	6
Solde à la clôture	2 868	2 648

	31/03/2024 De 1 à 5 ans	31/03/2024 A plus de 5 ans	31/03/2024 Total	30/09/2023
Dettes de location - non courantes	2 262	606	2 868	2 648
Total	2 262	606	2 868	2 648

Note 15. - Retraites et assimilés

Les principes généraux appliqués sont conformes à la norme IAS 19 révisée et à la décision IFRIC IC de mai 2021. Pour les entités françaises, les changements induits par la réforme des retraites 2023 sont traités comme un coût des services passés, comptabilisés directement en résultat. Aucune entité n'a été significativement impactée.

Les engagements de retraite sont présentés au bilan pour leur montant global.

Les impacts des variations des écarts actuariels liés aux engagements (hypothèses actuarielles et effets d'expérience) sont constatés immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables, pour leur montant net d'impôt.

Les impacts des changements de régime sont constatés immédiatement en résultat consolidé.

	Solde au 30/09/2023	Ecart actuariel	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde au 31/03/2024
				Utilisées	Non Utilisées	
Avantages postérieurs à l'emploi	1 498	(85)	176	(119)	-	1 470
Total passifs liés aux avantages au personnel	1 498	(85)	173	(119)	-	1 470

Les droits de l'année sont enregistrés en compte de résultat pour un montant net de 176 K€ (avant impôts différés) et les écarts actuariels sont enregistrés en autres éléments du résultat global pour un montant de - 85 K€ (avant impôts différés) au 31 mars 2024. Les reprises utilisées de 119 K€ correspondent aux indemnités versées lors des départs effectifs.

	31/03/2024	30/09/2023
Valeur actualisée de l'obligation	1 557	1 642
Juste valeur des actifs du régime	(87)	(144)
Passif enregistré au bilan	1 470	1 498

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses prises en compte pour les évaluations aux clôtures 31/03/2024 et 30/09/2023, se déclinent ainsi :

	31/03/2024	30/09/2023
Taux d'actualisation	3.32 %	4.06 %
Hypothèse de taux de progression des salaires	2.00 %	2.00 %
Taux de turnover cadres	3.98 %	3.98 %
Taux de turnover non cadres	5.52 %	5.52 %
Age de départ	Selon barème légal avec trimestre	Selon barème légal avec trimestre
Age de début d'activité cadres	23 ans	23 ans
Age de début d'activité non cadres	20 ans	20 ans
Table d'espérance de vie utilisée	INSEE TD-TV 19-21	INSEE TD-TV 18-20

Note 16. - Autres passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

	31/03/2024	30/09/2023
Avances sur commandes	874	873
Dettes fiscales et sociales	5 735	6 147
Autres dettes	1 870	676
Produits constatés d'avance	862	923
Total	9 341	8 619

Le poste Autres dettes comprend les dividendes à payer au 31 mars 2024 à hauteur de 1 033 K€.

Note 17. - Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

	31/03/2024	31/03/2023
Valeur nette comptable des titres consolidés cédés	-	61
Produits de cession des titres consolidés	-	100
Résultat net sur cession de titres	-	161
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	(906)	(345)
Produits sur cession d'immobilisations	1 256	401
Résultat net sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	350	56
Reprise provision sur immobilisations corporelles	184	250
Dotations et reprises provisions pour risques et charges	200	92
Dotations et reprises pour provision pour risque fiscal et social	165	(48)
Charges exceptionnelles indemnités versées pour litiges	(205)	-
Autres	(46)	(22)
Total des autres produits et charges opérationnels	648	489

Note 18. - Charge d'impôt

L'impôt sur le résultat pour les situations semestrielles clôturant les 31 mars 2024 et 31 mars 2023 est principalement composé de :

	31/03/2024	31/03/2023
Charge d'impôt exigible	280	238
Charge d'impôt différée	(195)	(156)
Charge d'impôt consolidée	85	82

Au 31 mars 2024, les impôts différés actifs au bilan consolidé du Groupe s'élèvent à 52 K€ alors que les impôts différés passifs s'élèvent à 142 K€. Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés actifs sont enregistrés si la récupération est jugée probable. Les déficits reportables activés concernant le groupe d'intégration fiscale français s'élèvent à 6 587 K€ sur un total de déficits fiscaux reportables de 12 178 K€. Sur la base des budgets établis dans le cadre des tests de perte de valeur, il a été évalué que ces déficits fiscaux reportables seraient recouverts dans un horizon de temps raisonnable, étant précisé qu'actuellement aucune limitation temporelle d'imputation n'existe au niveau de la fiscalité française. Ainsi, la Direction considère qu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Néanmoins, le Groupe pourrait se retrouver dans l'incapacité de réaliser le montant prévu d'impôts différés si ses revenus taxables futurs et les impôts connexes étaient moins importants que prévus. Le Groupe fonde également ses prévisions quant à l'utilisation des impôts différés sur sa compréhension de la réglementation fiscale, laquelle pourrait cependant être remise en cause, du fait de changement dans la réglementation fiscale et comptable de nature à affecter le montant de ses impôts différés. Si le Groupe considérait qu'il ne pouvait pas, dans les années à venir, réaliser ses impôts différés, il devrait ne plus reconnaître au bilan ces actifs, ce qui aurait un impact défavorable significatif sur le résultat net du Groupe et sur sa situation financière.

Au 31 mars 2024, les impôts différés relatifs aux pertes cumulées des filiales marocaine, bulgare, péruvienne et colombienne n'ont pas été reconnus étant donné les incertitudes de récupération dans un avenir proche.

Le montant des pertes non reconnues est de 4 269 K€, soit un impôt différé actif non reconnu de 893 K€, impôt calculé au taux actuellement en vigueur dans les pays concernés.

Note 19. - Quote-part dans le résultat des entreprises associées

	31/03/2023	31/03/2023
Dominique Defrain	24	21
Amos	6	-
Total	30	21

Note 20. - Passifs éventuels

Suite au jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, le dossier restant concernant une collectivité est sur le point d'être terminé, un protocole d'accord transactionnel étant en cours de signature.

Dans le cadre de ce litige, la provision constatée dans les comptes pour un montant de 300 K€, a fait l'objet d'une reprise de 200 K€ pour tenir compte de ce dénouement favorable. Le reliquat de 100 K€ est destiné à couvrir les frais juridiques restants.

A l'exception du litige évoqué ci-dessus, le groupe n'a pas connaissance de litiges ou d'autres passifs éventuels dont l'impact sur les états financiers pourrait être significatif et qui n'aurait pas été pris en compte dans l'établissement des comptes consolidés au 31 mars 2024.

Note 21. - Parties liées ayant un contrôle sur le groupe

Signaux Girod SA est contrôlée par la S.A.S. Société Familiale de Gestion Girod elle-même détenue à 100.00 % par la SAS L'Action Girod. Au 31 mars 2024, la SAS Société Familiale de Gestion Girod détient 69.46 % du capital de Signaux Girod SA et 81.74 % des droits de vote.

Les relations avec les parties liées sont restées comparables à celles de l'exercice 2022/2023 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Note 22. - Evènements postérieurs à la clôture

Par décision de l'associé unique du 7 juin 2024, la société M-2 a clôturé ses opérations de liquidation.

A. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du groupe Signaux Girod, et que le rapport semestriel d'activité figurant page 21 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Bellefontaine, le 27 juin 2024
Claude Girod
Président du conseil d'administration

B. RAPPORT D'ACTIVITE

Les comptes consolidés semestriels et leurs comparatifs ont été arrêtés selon les normes comptables internationales IAS/IFRS en vigueur.

En millions d'euros (données non auditées)	2023/2024 1 ^{er} semestre Du 01/10/2023 Au 31/03/2024	2022/2023 1 ^{er} semestre Du 01/10/2022 Au 31/03/2023	Variations (M€)
Chiffre d'affaires	49.9	52.2	- 2.3
Résultat opérationnel courant	0.2	0.6	- 0.4
Résultat opérationnel	0.8	1.1	- 0.3
Résultat net consolidé	0.7	0.8	- 0.1
Résultat net part du groupe	0.7	0.8	- 0.1
EBITDA*	3.0	3.7	- 0.7

*L'EBITDA représente le résultat net consolidé avant impôt, amortissements, provisions, pertes de valeur et résultat financier tels qu'ils apparaissent au compte de résultat consolidé. Cet indicateur non défini par une norme IFRS, est utilisé pour mesurer la capacité du groupe à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est en baisse de 4.2 % sur cette période.

Le résultat consolidé net part du groupe ressort à + 0.7 M€, avec une dégradation de 0.1 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Signalisation France : (64.4 % du C.A. groupe – ROC : - 1.2 M€)

Suite à la baisse de l'activité de 7.3 % et l'augmentation des coûts salariaux, le résultat opérationnel courant se dégrade de 1.4 M€ par rapport à l'exercice précédent. Conjugué à une météo défavorable, ce ralentissement d'activité conjoncturel ne permet pas d'absorber les charges fixes sur ce premier semestre.

Sociétés spécialisées : (8.3 % du C.A. groupe – ROC : - 0.1 M€)

Subissant la baisse de la demande des collectivités en France, le chiffre d'affaires régresse de 11.6 % et le résultat opérationnel courant est légèrement déficitaire.

Activités internationales : (27.3 % du C.A. groupe – ROC : + 1.4 M€)

Le semestre a été marqué par une forte dynamique de l'activité du périmètre international. La hausse du chiffre d'affaires de 6.9 % et l'augmentation de 1 M€ du résultat opérationnel courant par rapport au 1^{er} semestre 2022/2023 attestent du fort développement de certaines filiales du secteur.

Au 31 mars 2024, le groupe dispose d'un niveau de liquidités de 19.7 M€ avant paiement du dividende de 1 M€ intervenu le 31 mai dernier. La trésorerie nette d'endettement est en progression de 3.3 M€ avec un solde de 3.9 M€ (hors dettes de location IFRS 16 pour 5.2 M€) contre 0.6 M€ au 30 septembre 2023 (hors dettes de location IFRS 16 s'élevant à 4.8 M€).

Malgré les incertitudes sur les budgets des collectivités locales et la reprise d'activité au niveau national, nous prévoyons au 2nd semestre d'améliorer notre résultat opérationnel courant par rapport au 1^{er} semestre.